



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 48

## **Loi modifiant la Loi sur les comptables agréés**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
M. Claude Ryan  
Ministre responsable de l'application des lois professionnelles**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1988**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi vise à rendre plus adéquate la représentation au Bureau de l'Ordre des comptables agréés du Québec en accroissant de 20 à 24 le nombre de ses administrateurs élus.*

*Il vise également à permettre l'établissement par l'Ordre d'un fonds destiné à favoriser le progrès des sciences comptables, la formation des candidats à l'exercice de la profession et le perfectionnement des membres de l'Ordre.*

*Il vise en outre à étendre à l'ensemble du Canada des privilèges de réciprocité de titres et d'initiales déjà reconnus ou réservés aux membres d'une corporation de comptables agréés d'une autre province.*

*De plus, ce projet de loi assure une uniformisation des qualités requises des administrateurs du Bureau, en vertu de la Loi sur les comptables agréés et du Code des professions ; il harmonise aussi à ce Code la fonction de directeur administratif de l'Ordre qu'il désigne en celle de secrétaire général.*

# Projet de loi 48

## Loi modifiant la Loi sur les comptables agréés

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 5 de la Loi sur les comptables agréés (L.R.Q., chapitre C-48) est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « vingt » par les mots « vingt-quatre »;

2° par la suppression du second alinéa.

**2.** L'article 10 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe *c*, des mots « des régimes d'assurance-groupe pour les comptables agréés » par les mots « pour eux des régimes d'assurance-groupe »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe *d*, des mots « comptables agréés » par les mots « membres de l'Ordre » et par l'addition, dans la troisième ligne de ce paragraphe et après le mot « civil », des mots « du Bas-Canada »;

3° par l'addition, après le paragraphe *d*, du paragraphe suivant:

« *e*) établir et administrer un fonds destiné à favoriser le progrès des sciences comptables, la formation des candidats à l'exercice de la profession et le perfectionnement des membres de l'Ordre, dont les avoirs sont placés conformément à l'article 981o du Code civil du Bas-Canada. ».

**3.** L'intitulé de la section IV de cette loi est modifié par le remplacement des mots « DIRECTEUR ADMINISTRATIF » par les suivants : « SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ».

**4.** Les articles 12 et 13 de cette loi sont abrogés.

**5.** L'article 14 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « Le directeur administratif accomplit les devoirs » par les mots « Le secrétaire général de l'Ordre est nommé par le Bureau ; il accomplit les devoirs du secrétaire de la corporation ».

**6.** L'article 15 de cette loi est abrogé.

**7.** L'article 16 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « directeur administratif » par les mots « secrétaire général ».

**8.** L'article 21 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne de ce qui précède le paragraphe *a* du premier alinéa et après le mot « province », des mots « ou d'un territoire du Canada » ;

2° par l'addition, dans la troisième ligne du paragraphe *b* du premier alinéa et après le mot « province », des mots « ou d'un territoire du Canada » ;

3° par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « dans laquelle » par les mots « ou d'un territoire du Canada où ».

**9.** L'article 25 de cette loi est modifié par l'addition, dans la sixième ligne et après le mot « province », des mots « ou d'un territoire du Canada ».

**10.** L'article 36 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « directeur administratif » par les mots « secrétaire général ».

**11.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), sauf le paragraphe 1° de l'article 1 qui entrera en vigueur à la date fixée par le gouvernement.